

Nouvelles HRWG de Février 2018

Écrit et compilé par Trudy Huskamp Peterson pour le HRWG
Traduit par Rémi Dubuisson

Commentaires.

Dans un cours d'histoire russe que j'ai suivi, le professeur émigré a insisté sur une distinction entre intellectuels et intelligentsia. Intelligentsia, a-t-il dit, c'étaient des gens avec de l'éducation, mais ce qui les distinguait était leur statut en tant que groupe ayant une influence dans la société. D'un autre côté, les intellectuels étaient juste intelligents.

L'intelligence artificielle est partout dans les nouvelles aujourd'hui. Elle combine les deux définitions du professeur: elle est intelligente (elle a une énorme mémoire, elle prend des décisions en fonction de sa mémoire) mais son intelligente reflète la classe sociale des personnes qui ont le pouvoir de la construire. Voici juste deux exemples:

*Des chercheurs aux États-Unis ont découvert que “trois programmes d'analyse faciale commercialisés par de grandes entreprises technologiques démontrent des préjugés relatifs à la couleur de peau et au sexe.” Dans un ensemble de photos, les programmes d'intelligence artificielle identifiaient correctement les mâles blancs comme mâles blancs à plus de 99% du temps, mais ont correctement identifié les femelles à peau foncée. Seulement 65% du temps La raison probable: l'ensemble de données utilisé pour "enseigner" l'intelligence artificielle était fortement masculin et blanc. <http://news.mit.edu/2018/study-finds-gender-skin-type-bias-artificial-intelligence-systems-0212>

**Human Rights Watch* a rapporté que les autorités de la province chinoise du Xinjiang utilisent l'analyse des données volumineuses pour un programme de “police prédictive” qui “regroupe des données sur des personnes - souvent à leur insu.” Les données proviennent d'une grande variété de sources, des “renifleurs wifi” aux informations obtenues lors des visites à domicile. Des personnes ont été détenues parce que le logiciel les a identifiées comme des menaces potentielles. <https://www.hrw.org/print/315321>

Les défenseurs avancent que les algorithmes d'intelligence artificielle peuvent répondre à des questions aussi variées que l'identification de la dépression chez les gens par l'analyse des expressions faciales, la réduction des grondements dans le transport urbain, l'identification des hauts lieux criminels et l'amélioration des bidonvilles. <http://news.trust.org/item/20180228105555-8071d/>; <http://news.trust.org/item/20180227163731-j2fe9/>

Les chercheurs dans le domaine médical adoptent rapidement les outils d'intelligence artificielle, comme le montrent les numéros récents de *Nouvelles HRWG*.

L'intelligence artificielle repose sur l'information, à la fois sur le type de données sélectionnées pour “former” les programmes et sur les données utilisées par les programmes. Et l'intelligence artificielle produit des informations, comme quand arrêter des gens au Xinjiang ou traiter une maladie. Les archivistes doivent être impliqués à la fois pour s'assurer que les données sont fiables et pour préserver les résultats. Nous devons bien faire les choses : la vie des gens en dépend littéralement.

Nouvelles HRWG. Grace au magazine italien d'archivistique *Il Mondo degli Archivi*, il est maintenant possible de s'abonner à *Nouvelles HRWG*, veuillez écrire à <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>

Les lecteurs remarqueront que la section des nouvelles nationales dans ce numéro est brève. La raison en est que tant de nouvelles se sont produites en février que leur inclusion aurait exigé plus ce que nous pouvons demander aux bénévoles chargés de la traduction en français et en espagnol (comme ils le font patiemment pour chaque numéro). Par conséquent, ce numéro contient toutes les nouvelles de sources internationales, sur des sujets d'intérêt général, et avec des préoccupations bilatérales ou multilatérales, mais seulement quelques points nationaux. Un supplément en anglais relatif à cette question avec toutes les nouvelles nationales (d'Australie, Bahreïn, Brésil, Cambodge, Canada, Chine, Colombie, Cuba, Équateur, Egypte, El Salvador, France, Géorgie, Inde, Iran, Irlande, Mali, Myanmar, Népal, Pakistan, Pologne, Roumanie, Thaïlande, Tunisie, Ouganda, Royaume-Uni, États-Unis) est disponible pour toute personne qui le demande en envoyant un courriel à cette adresse : Trudy@trudypeterson.com

Nouvelles Internationales.

Cour européenne des droits de l'homme. En janvier, la Cour a rendu une décision dans une affaire en l'Espagne dans laquelle une chaîne de supermarché espagnole a utilisé la “surveillance vidéo secrète” de ses employés après que des soupçons de vol avaient surgi; par conséquent, certains employés ont été licenciés. La direction des supermarchés avait informé les employés au sujet de certaines mais pas de toutes les caméras. La Cour a statué que “les personnes doivent être clairement informées du stockage et du traitement des données à caractère personnel” et que les employés n'ont pas reçu d'avertissement approprié; par conséquent, leurs droits à la vie privée n'ont pas été correctement pris en compte. <https://www.dataguidance.com/ecthr-workplace-surveillance/>

Cour européenne de justice. Dans trois affaires connexes, la Cour a statué pour l'Agence européenne de médecine, “faisant respecter les décisions de l'EMA de rendre publique des documents”, conformément au règlement européen sur la transparence. Une affaire concernait la divulgation de “rapports de similitude et de supériorité sur un médicament orphelin” à usage humain, une deuxième sur un rapport d'étude clinique et le troisième sur les études de médecine vétérinaire. Dans chaque cas, les compagnies pharmaceutiques ont contesté leur divulgation. http://www.ema.europa.eu/docs/en_GB/document_library/Press_release/2018/02/WC500243216.pdf

Cour interaméricaine des droits de l'homme. En mars 2016, la Colombie a demandé à la Cour un avis consultatif sur la portée des obligations de l'État en matière de protection des droits de l'homme, en ce qui concerne les dommages causés à la vie marine dans la grande région des Caraïbes. Dans un avis de jurisprudence, la Cour a déclaré qu'un environnement sain est un droit “fondamental à l'existence de l'humanité”. Il a ajouté que les États doivent éviter de causer des dommages environnementaux “importants” à l'intérieur ou à l'extérieur de leur territoire, “les enjoignant à mener des études d'impact sur l'environnement efficaces et indépendantes, ainsi que des mesures d'atténuation et des plans d'urgence pour les dommages” et de partager des informations avec d'autres États. Les États doivent “garantir les droits à la participation du public, l'accès à l'information liée aux risques environnementaux éventuels, et l'accès à la justice dans la prise de décision qui pourrait affecter l'environnement”, a déclaré l'ONG AIDA. <http://www.aida-americas.org/release/inter-american-court-establishes-historic-precedent-for-the-protection-of-human-rights> pour un avis consultatif, voir http://www.aida-americas.org/sites/default/files/oc23_corte_idh.pdf

Pour la première fois, la Cour entend une affaire sur la violence sexiste au Venezuela, une femme qui a été “kidnappée et maltraitée adolescente il y a près de deux décennies” a demandé à la Cour de considérer “le Venezuela responsable d'avoir échoué dans sa protection”, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. L'affaire a été portée devant la Cour de la Commission interaméricaine des droits de l'homme qui, en 2007, a statué que le gouvernement vénézuélien avait échoué à la protéger, n'a pas enquêté sur son cas avec la “diligence raisonnable” ou ne lui a pas fourni les soins appropriés après le sauvetage, et a ordonné au gouvernement d’“améliorer les soins de santé pour les survivants de viol et [établir] des protocoles pour enquêter sur la violence à l'égard des femmes.” Après que la Commission a conclu que le Venezuela n'a pas agi suite à ces recommandations, il a envoyé l'affaire (avec ses dossiers) à la Cour. Les “chiffres du gouvernement” du Venezuela montrent que “sur les quelques 71 000 cas de violence sexuelle signalés en 2014, moins d'un pour cent sont allés en procès.” <http://news.trust.org/item/20180206200451-k1qwj/>

Cour pénale internationale (CPI). Les accusations portées contre Bosco Ntaganda, l'ancien chef de la milice congolaise, comprennent l'utilisation d'enfants soldats et le viol et l'esclavage sexuel. Les témoignages enregistrés de six témoins de la défense ont été admis comme preuve, dont quatre liés à la validité des certificats de naissance des enfants soldats, a rapporté *International Justice Monitor*. <https://www.ijmonitor.org/2018/02/child-soldiers-age-at-center-of-recorded-witness-testimony-admitted-into-ntaganda-trial-evidence/>

Depuis la CPI a commencé à collecter des documents il y a trois mois “pour un cas de crimes de guerre possibles impliquant l'Afghanistan, il a obtenu un nombre stupéfiant de 1,17 millions de déclarations d'Afghans qui affirment avoir été des victimes”, a rapporté *Associated Press*. L'organisation de ces déclarations est une sérieuse tâche de records management. <http://www.apnewsarchive.com/2018/The-International-Criminal-Court-says-it-has-received-over-1-million-statements-from-Afghans-claiming-to-be-victims-of-war-crimes/id-9546fd4a7470451b9593d7f6a34cdaf2>

La procureure a annoncé, “Après un examen attentif, indépendant et impartial d'un certain nombre de communications et de rapports documentant les

crimes allégués potentiellement relevant de la compétence” de la CPI, elle a “décidé d'ouvrir un examen préliminaire” sur le nombre élevé de meurtres extrajudiciaires dans l'actuelle “guerre contre la drogue” aux Philippines et la répression de l'opposition politique au Venezuela. <https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=180208-otp-stat>

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). En 2017, le HCR a “reçu des rapports de 622 [réfugiés] survivants de violence sexuelle et sexiste sur les îles grecques de la mer Égée; ” 28% d'entre eux ont également été violés après leur arrivée en Grèce continentale. En raison de la honte et la peur associée aux attaques rapportées, le nombre est susceptible d'être “beaucoup plus élevé.”

http://www.unhcr.org/5a7d67c4b?utm_source=PR_COMMS&utm_medium=email&utm_content=UNHCR%20Communication%20Service&utm_campaign=HQ_EN_BriefingNotes_171027

Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. Le groupe de travail sur la détention arbitraire a constaté que la détention par les États-Unis d'un pakistanais, Ammar al baloutche, à Guantanamo Bay, est “arbitraire et enfreint le droit international”. Il s'agit de la deuxième conclusion qu'Al Baloutche est détenu à tort. Le groupe de travail a déclaré que les avocats qui défendent Al baloutche n'ont pas “accès aux preuves dans les mêmes conditions que l'accusation;” en particulier, “des informations concernant la torture alléguée de Mr. Al Baloutche dans le cadre du programme de l'Agence [du renseignement central] ont pas été fournies à ses avocats.

” <http://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=22730&LangID=E> ; pour l'avis http://www.ohchr.org/Documents/Issues/Detention/Opinions/Session80/A_HRC_WGAD_2017_89.pdf

UNICEF. Dans un nouveau rapport sur la mortalité infantile, l'UNICEF a déclaré que dans les pays à faible revenu, le taux moyen de mortalité néonatale est de 27 décès pour 1 000 naissances, alors que dans les pays à revenu élevé, ce taux est de 3 décès pour 1 000. Le groupe inter-organisations des Nations Unies pour l'estimation de la mortalité infantile a fait les estimations sur la base des “consultations annuelles avec les États membres” et de la mise à jour des statistiques 2016 de l'Organisation Mondiale de la Santé. Le Pakistan est le plus dangereux: “pour 1 000 bébés nés au Pakistan en 2016, 46 sont morts avant la fin de leur premier mois, soit un nombre impressionnant de 1 sur 22.” https://www.unicef.org/media/media_102677.html?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=5627e2195b-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-5627e2195b-149736437

Banque mondiale. Dans une entrevue avec *Forbes*, Denis Robitaille, le dirigeant principal du département Information de la Banque, a annoncé que la Banque “mettait en place un centre de données sur le développement”. Il a dit qu'il est “excité au sujet de blockchain”, expliquant, “j'étais basé en Thaïlande quand le tsunami a frappé, tuant 250 000 personnes. Beaucoup de survivants ont non seulement perdu leur famille et leurs amis, mais aussi tous leurs papiers, et par conséquent leurs droits. Cela a conduit à un accaparement de terrain généralisé par des intérêts puissants que les survivants ne pouvaient pas combattre. Imaginez si un jour ils pourraient avoir leurs titres fonciers sécurisés par blockchain ou une autre technologie décentralisée. <https://www.forbes.com/sites/peterhigh/2018/02/26/the-world-banks-cios-on-the-role-technology-will-play-in-ending-extreme-poverty/>

Nouvelles du monde/générales.

Records du monde des affaires.

Dans un mouvement d'accueil sans précédent, la société multinationale britannique Unilever "a mis à nu toute sa chaîne d'approvisionnement en huile de palme, y compris tous les fournisseurs et les usines où elle s'approvisionne" -1400 usines et plus de 300 fournisseurs directs de "l'huile utilisée dans les produits de snacks et savons pour les cosmétiques et les biocarburants." La Fondation Thomson Reuters a noté que l'industrie de l'huile de palme "a été affligée par des inquiétudes au sujet du déboisement et des violations des droits de l'homme". <http://www.eco-business.com/news/unilever-lays-bare-palm-oil-supply-chain-in-rare-industry-move/>

De façon similaire, Total, le géant pétrolier français, a annoncé que, conformément à sa politique, il soutient la "transparence des contrats" (c'est-à-dire la publication du cadre juridique pour les "projets d'extraction") et a préconisé que " les États hôtes.. divulguent leurs contrats et licences de pétrole», a déclaré *resourcegovernance.org*. http://goxi.org/profiles/blogs/total-becomes-first-major-oil-company-to-support-contract?xg_source=msg_mes_network

À l'aide d'une méthode de recherche novatrice, le "Garment Worker Diaries" est un "projet de recherche dirigé par l'ONG Microfinance Opportunities en collaboration avec Fashion Revolution et soutenu par la Fondation C&A." En se concentrant sur la vie et les salaires des travailleurs du vêtement au Cambodge, au Bangladesh et en Inde, "pendant plus de 12 mois, les chercheurs visiteront le même ensemble de travailleurs du vêtement chaque semaine pour apprendre ce que les travailleurs du vêtement gagnent et achètent, comment ils passent leur temps chaque jour, et ce que sont leurs conditions de travail." L'objectif est de recueillir suffisamment de données sur l'activité économique "pour plaider en faveur des changements dans le comportement des consommateurs et des entreprises et les changements de politique qui améliorent les conditions de vie et de travail des travailleurs du vêtement partout." Pour les journaux intimes, voir <http://workerdiaries.org/garment-worker-diaries-reports/>

Un article dans *Science* a dit que les humains pêchent maintenant au moins 55% des océans du monde et, selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, 31,4% des stocks mondiaux de poissons ont été surpêchés ou pêchés de façon insoutenable à partir de 2013, alors qu'un supplément de 58.1% ont été "entièrement pêché", a rapporté le *Washington Post*. Les résultats ont compté sur les "données de Global Fishing Watch", dont les chercheurs ont compilé des milliards de données à partir de systèmes de suivi que l'Organisation maritime internationale de l'ONU exige pour environ 70 000 navires de pêche. "

<https://www.seattletimes.com/business/new-maps-show-the-utterly-massive-imprint-of-fishing-on-the-worlds-oceans/>

Il y a huit ans Allergan "payé 150 millions de dollars pour régler les accusations criminelles relatives à la commercialisation illégale de trois médicaments", parmi lesquels le Celexa, un antidépresseur pour les enfants, a rapporté *STAT*. "Les documents nouvellement scellés" montrent que "dans tous les essais cliniques, sauf un, les médicaments ont échoué (sur toutes les mesures d'efficacité utilisées pendant les études)." Le procureur américain du

Massachusetts a été invité à rouvrir l'affaire.
<https://www.statnews.com/pharmalot/2018/02/08/celexa-forest-allergan-trials/>

Aetna, une grande compagnie d'assurance américaine, a accepté “de payer \$1,15 millions de dollars et d'améliorer ses pratiques en matière de protection de la vie privée” parce qu'en 2017 elle a envoyé “les patients infectés par le HIV des informations sur la façon de remplir leurs prescriptions en utilisant des enveloppes avec de grandes fenêtres en plastique clair, “par lequel le statut relatif au HIV de certains patients était visible par des tiers. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2017-08. <https://www.huntonprivacyblog.com/2018/01/30/aetna-agrees-1-15-million-settlement-new-york-attorney-general/>

Plus de 355 poursuites sont en cours contre la société Monsanto dans le Tribunal de district américain de San Francisco, plaintes “déposées par des personnes alléguant que l'exposition à l'herbicide Roundup leur a causé à eux ou leurs proches le développement d'un lymphome non hodgkinien, et que Monsanto a couvert les risques”, a déclaré l'organisation non gouvernementale américaine Droit de savoir. Le premier procès est prévu pour juin. L'ONG Avaaz, qui a été impliquée dans les cas, a reçu une assignation de Monsanto, exigeant qu'elle “remette tous les courriels, les notes ou les dossiers privés que nous avons concernant Monsanto, y compris les noms et adresses électroniques” des personnes qui ont signé ses campagnes anti-Monsanto. <https://usrtk.org/pesticides/mdl-monsanto-glyphosate-cancer-case-key-documents-analysis/>

La Fondation Vodaphone, “le bras charitable de l'opérateur mobile Britannique”, a annoncé qu'elle lancera un programme au Ghana pour utiliser des données de téléphonie mobile anonymes “pour suivre et contrôler les épidémies, en aidant à prévenir une répétition de l'épidémie d'Ebola en Afrique de l'ouest en 2014”, a rapporté Reuters. “Le niveau d'activité à chaque mât de téléphone mobile fournira une carte de la chaleur de l'endroit où les gens sont et dans quelle mesure ils se déplacent pendant une éruption, tandis que les données rassemblées seront utilisées pour la prise de décision dans un certain nombre de secteurs - y compris la santé, l'agriculture et le transport.” Nouvelles données pour les archives. <http://news.trust.org/item/20180226095959-8rgij/>

Selon le « Business & Human Rights Resource Center », une organisation non gouvernementale du Royaume-Uni, “plus de 120 militants qui militent pour protéger leurs terres, l'environnement et les droits du travail des intérêts des entreprises ont été tués l'an dernier - une augmentation de près de 50% sur 2016, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. La plupart étaient “impliqués dans la campagne des droits fonciers opposant les mines, les plantations et les centrales électriques.” La plupart des attaques étaient en Amérique centrale, en Amérique du Sud ou aux Philippines. <https://www.reuters.com/article/us-global-rights-attacks/killings-and-threats-against-land-rights-defenders-soar-in-2017-rights-group-idUSKBN1FQ24D>

Climate change. Researchers at the University of Colorado and the U.S. National Oceanic and Atmospheric Administration used 25 years of satellite data to calculate that global sea rise is “accelerating a little each year, like a driver merging onto a highway.” Driven by melting ice in Greenland and Antarctica, “if the oceans continue to change at this pace, sea level will rise 65 cm (26 inches) by 2100—enough to cause significant problems for coastal cities.” <https://cires.colorado.edu/news/sea-level-rise-accelerating>

Changement climatique. Les chercheurs de l'Université du Colorado et de l'administration américaine nationale en charge de l'Océan et de l'atmosphère

ont utilisé 25 ans de données satellitaires pour calculer que l'élévation mondiale de la mer "s'accélère un peu chaque année, comme un conducteur qui fonce sur une autoroute". Entraînés par la fonte de la glace au Groenland et en Antarctique, "si les océans continuent de changer à ce rythme, le niveau de la mer augmentera de 65 cm (26 pouces) d'ici 2100 — assez pour causer des problèmes importants aux villes côtières." <https://cires.colorado.edu/news/sea-level-rise-accelerating>

Une équipe de l'Institut de l'Université du Minnesota sur l'environnement a utilisé les données climatologiques de 1901 à 2014 pour créer des cartes mondiales des tendances de la variabilité des précipitations, a rapporté *Eurasia Review*. Ils ont constaté qu'"au cours du dernier siècle, la variabilité des précipitations d'une année à l'autre a augmenté sensiblement sur 49 pour cent des pâturages mondiaux, affectant la végétation et contraignant sa capacité à nourrir le bétail." Avec environ 800 millions personnes à travers le monde dépendant du bétail qui broutent pour leurs moyens de subsistance et la sécurité alimentaire, c'est une tendance inquiétante. http://www.eurasiareview.com/20022018-global-grazing-lands-increasingly-vulnerable-to-changing-climate/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

En utilisant les "données radar historiques des archives de surveillance météorologique", les météorologues de Rothamsted Research ont constaté que les chauves-souris, qui migrent régulièrement du nord du Mexique jusqu'à la grotte de Bracken au Texas, migrent "environ deux semaines plus tôt qu'elles ne le faisaient il y a 22 ans". Ils ont également trouvé à partir des "sondages écrits de cavernes" qu'aucune chauve-souris n'est restée tout l'hiver dans le milieu des années 1950 mais maintenant 3,5% le font. Ils ont dit que "les modèles comportementaux des chauves-souris indiquent une réponse à certains changements environnementaux." <https://www.rothamsted.ac.uk/news/bats-barometer-change>

Cybersécurité. L'Institut DQ, un groupe non-gouvernemental, a publié le rapport d'impact DQ de 2018, "une étude multi-nation de la sécurité des enfants en ligne et la citoyenneté numérique, fondée sur un échantillon de 34 000 écoliers âgés de 8 à 12 ans, dans 29 pays", a rapporté *Eurasia Review*. Selon le rapport, 56% des enfants "sont exposés à au moins un défi en ligne" - y compris la cyber-intimidation, l'addiction aux jeux vidéo, les réunions hors ligne et les comportements sexuels en ligne - "qui a également été liée au vol d'identité numérique, à la désinformation numérique et à la diminution de l'empathie humaine." http://www.eurasiareview.com/09022018-majority-of-8-12-year-olds-subject-to-online-threats/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsnE+%28Eurasia+Review%29

Éducation. Plan international, une ONG, a lancé une base de données numérique pour suivre les droits des filles dans le monde entier, tels que "les documents de politique sur les questions de la santé au mariage à l'éducation." L'organisation espère que les décideurs "utiliseront ces données pour mieux comprendre comment les filles sont désavantagées, tenir les gouvernements responsables et élaborer de meilleurs programmes pour soutenir les personnes les plus à risque." <http://news.trust.org/item/20180207161320-ezh1a/>

Medical records. Using data from the World Health Organization's Global Tuberculosis (TB) database for 2012 and TB surveillance statistics from Brazil, Indonesia, South Africa, Romania and Estonia, researchers

from the University of Adelaide, Australia, estimated that “1.8 million young people between 10 and 24 years of age” are likely to develop TB each year, “with young adults aged 20 to 24 years at the greatest risk.” The researchers said “a lack of high-quality data from some countries may affect the quality of the estimates,” *Eurasia Review* reported, but the current data show that preventive measures need to specifically target young people in countries, such as those in South Asia, with intense TB epidemics. http://www.eurasiareview.com/22022018-estimated-1-8-million-young-people-develop-tb-every-year/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsNE+%28Eurasia+Review%29

Archives médicales. En utilisant les données de la base de données mondiale sur la tuberculose (TB) de l'Organisation mondiale de la santé pour 2012 et les statistiques de surveillance du TB en provenance du Brésil, d'Indonésie, d'Afrique du Sud, de Roumanie et d'Estonie, des chercheurs de l'Université d'Adélaïde, en Australie, ont estimé que “1,8 des millions de jeunes de 10 à 24 ans” sont susceptibles de développer la tuberculose chaque année, “avec les jeunes adultes âgés de 20 à 24 ans ayant le plus grand risque.” Les chercheurs ont déclaré: “l'absence de données de haute qualité émanant de certains pays peut influencer sur la qualité des estimations”, a rapporté *Eurasia Review*, mais les données actuelles montrent que les mesures préventives doivent cibler spécifiquement les jeunes dans les pays, comme ceux de l'Asie du Sud, avec des épidémies de tuberculose intenses. http://www.eurasiareview.com/22022018-estimated-1-8-million-young-people-develop-tb-every-year/?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed%3A+eurasiareview%2FVsNE+%28Eurasia+Review%29

Liberté de la presse. La Fondation de la liberté de la presse a annoncé qu'elle “lance une collection d'archives en ligne en partenariat avec Archive-IT” pour aider les organismes de presse “à préserver les sites dans leur intégralité avant que leurs archives puissent être prises ou manipulées” par un nouveau propriétaire.

<https://freedom.press/news/archiving-alternative-press-threatened-wealthy-buyers/?source=techstories.org>

Pour le contexte sur le problème que la fondation espère résoudre, voir *Colombia Journalism Review's* “Effacer l'Histoire”: https://www.cjr.org/special_report/microfilm-newspapers-media-digital.php

Vie privée. Une cour allemande a jugé que les exigences de Facebook selon lesquelles les utilisateurs doivent signer en utilisant leurs véritables noms “est illégal et que les utilisateurs doivent être autorisés à signer sous un pseudonyme en conformité avec une loi vieille d'une décennie,” a rapporté *The Verge*. La cour a dit que la politique était un moyen caché d'obtenir des utilisateurs leur consentement à partager leurs noms.”

<https://www.theverge.com/2018/2/12/17005746/facebook-real-name-policy-illegal-german-court-rules>

Droit à l'oubli. Google a dit qu'il a reçu 2,4 millions demandes de "droit d'oubli" depuis 2014, a rapporté *Engadget*. La plupart des demandes (89%) proviennent de particuliers de France, de l'Allemagne et du Royaume-Uni. Google s'est conformé à 43,3% des demandes. <https://www.engadget.com/2018/02/27/google-details-2-4-million-right-to-be-forgotten-requests/>

Abus sexuels. De nombreux médias ont rapporté les accusations de mauvaise conduite sexuelle par les travailleurs humanitaires en Haïti. Oxfam, l'une des agences accusées, a déclaré qu'elle créerait une Commission indépendante de haut niveau sur l'inconduite sexuelle, la responsabilisation et le changement de culture qui auront accès aux records d'Oxfam. En outre, il publiera une enquête interne datant de 2011 sur les mauvaises conduites en Haïti par ses membres du personnel et créera “une base de données mondiale des arbitres accrédités

pour mettre fin à l'utilisation de fausses, malhonnêtes ou des références non fiables par le personnel d'Oxfam passé ou actuel." La Fondation Thomson Reuters a signalé qu'en novembre 2017, elle avait demandé à "10 organismes d'aide de premier plan des chiffres sur les cas d'abus sexuels, ainsi que la façon dont les membres du personnel pouvaient être exclues en conséquence. Seuls Oxfam et Save the Children ont répondu immédiatement, avec 4 autres groupes qui reportaient plus tard et 4 qui n'ont pas répondu. Même le prestigieux Comité international de la Croix-Rouge a annoncé qu'il construisait une base de données pour recueillir des données sur les mauvaises conduites du personnel, mais il "ne peut pas fournir des données historiques fiables" à ce sujet. <http://news.trust.org/item/20180216060011-2emwb/>; <http://news.trust.org/item/20180213185917-40v2e/>

Technologie. *IT News* a rapporté que la Commission australienne des droits de l'homme (AHRC) entreprend un nouveau projet majeur pour "trouver des moyens que les droits de l'homme puissent être prioritaires dans la conception et la réglementation des nouvelles technologies. AHRC envisage de publier un document thématique et de tenir une conférence sur le sujet au milieu de l'année. <https://www.itnews.com.au/news/australian-project-to-embed-human-rights-in-new-technology-484854>

Torture. Un juge fédéral américain a statué que trois hommes irakiens autrefois détenus à la tristement célèbre prison d'Abu Ghraib en Irak peuvent poursuivre l'entrepreneur militaire CACI Premier Technology, dont les employés ont commis des abus sur des prisonniers qui, a déclaré la Cour, "se situent au niveau de la torture." Le Centre pour les droits constitutionnels a noté, "tandis qu'un certain nombre d'officiers de bas niveau ont été jugés en cour martiale au sujet de leurs rôles dans les abus, CACI est resté impunie ... même si les enquêteurs militaires américains ont conclu il y a longtemps que les interrogateurs de CACI ont conspiré avec les soldats américains qui ont été plus tard jugés en cour martiale pour "adoucir" les détenus pour les interrogatoires, selon les déclarations de co-conspirateurs." Les archives de la Cour martiale pourraient être des preuves pertinentes. https://ccrjustice.org/home/press-center/press-releases/private-corporation-may-be-sued-role-abu-ghraib-torture-judge-rules?utm_source=twitter&utm_medium=tweet2&utm_campaign=Corporate%20Abuses&utm_content=press%20release

Deuxième guerre mondiale. "Des documents et des séquences vidéo ont été trouvés montrant des massacres de femmes de réconfort coréennes par les militaires japonais peu avant la fin de la seconde guerre mondiale," a rapporté *Hankyoreh*. La courte séquence a été prise à Tengchong, dans la province chinoise du Yunnan, le 15 septembre 1944. Il a été trouvé dans les Archives nationales des États-Unis parmi les dossiers du « Signal corps ». <http://koreajoongangdaily.joins.com/news/article/article.aspx?aid=3045001&cloc=joongangdaily|homelnewslst1> ; http://english.hani.co.kr/arti/english_edition/e_international/834094.html

Le Service International de Recherche a lancé une nouvelle campagne pour retourner des objets personnels aux victimes de la persécution nazie, a rapporté *The Times of Israel*. La plupart des objets ont été confisqués à des prisonniers de la Gestapo à Hambourg ou dans les camps de concentration de Neuengamme, Dachau et Bergen-Belsen. "En 1963, le gouvernement allemand a transféré quelque 4 500 enveloppes contenant ces articles au SIR provenant de diverses organisations de restitution qui fermaient." Environ 1500 objets ont été remis depuis lors, et le SIR veut rendre le reste. <http://www.timesofisrael.com/new-campaign-launched-to-return-personal-effects-to-victims-of-nazi-persecution/>

L'hiver 1944-45 aux Pays-Bas a été celui de la famine, et environ 20 000 personnes sont mortes de famine. En utilisant des “archives de décès de centaines de milliers de hollandais nés au milieu des années 1940”, une équipe de généticiens hollandais et américains a constaté que les personnes qui avaient été in utero pendant la famine ... sont mortes à un taux plus élevé que les personnes nées avant ou après.” Après avoir analysé les échantillons de sang et fait des tests génétiques, les chercheurs ont suggéré que le métabolisme de ceux qui sont nés de mères affamées puissent être “d’un niveau inférieur”, a rapporté le *New York Times*.

Nouvelles Bilatérales and multilatérales.

Afghanistan/Pakistan. Environ 200 000 éleveurs nomades en Afghanistan sont “à cours de nourriture et leurs animaux mourants après que le Pakistan a fermé la frontière, bloquant l'accès aux pâturages” vers laquelle ils migrent traditionnellement, a rapporté la Fondation Thomson Reuters. L'Action de charité française contre la faim a déclaré qu'elle avait approché “deux principaux bailleurs de fonds” pour financer des vivres pour les bergers, mais les deux ont dit non; l'un a décliné déclarant “qu’il n'y avait pas assez de données” sur le sort des bergers. <http://news.trust.org/item/20180219135642-y1p1g/>

Arménie/Pays-Bas/Turquie. Par une marge de 147 à 3, la chambre basse du Parlement néerlandais a voté pour reconnaître le massacre de plus de 1,5 million Arméniens par les Turcs ottomans en 1915 en tant que génocide, a rapporté *Associated Press*. Le ministre des affaires étrangères par intérim a déclaré que le gouvernement néerlandais n'accepterait pas le vote comme une position officielle parce que le gouvernement “ne reconnaît les événements comme génocide que si cette description est soutenue par une résolution contraignante du Conseil de sécurité des Nations Unies ou un verdict d'un Cour internationale,” aucun des deux ne s'est produit. <http://www.businessinsider.com/ap-dutch-lawmakers-label-massacre-of-armenians-as-genocide-2018-2>

Chine/Hong Kong/Royaume-Uni. “Les activistes pro-démocratie de Hong Kong exigent que la Grande-Bretagne divulgue des dizaines de milliers de dossiers invisibles de l'ancienne colonie qui selon eux sont nécessaires urgemment pour aider à défendre son autonomie alors que Pékin resserre son contrôle,” a rapporté le *Guardian*. Les archives coloniales ont été transférées au Royaume-Uni lorsque Hong Kong a été restitué à la Chine en 1997. <https://www.theguardian.com/world/2018/feb/04/hong-kong-democracy-activists-urge-uk-release-unseen-files-foreign-office>

Côte d'Ivoire/Pays-Bas. En 2006, la société multinationale de négoce de pétrole Trafigura a chargé des déchets toxiques sur un navire aux Pays-Bas, il a navigué vers la Côte d'Ivoire, et a embauché une société locale à Abidjan pour la destruction. La société a jeté les déchets dans 12 sites autour de la ville. En 2012, le gouvernement a demandé à l'ONU environnement de faire une vérification de la contamination sur les sites de dépôt. Les Nations Unies ont rapporté le 30 janvier qu'aucun des sites “ne nécessite une intervention supplémentaire”, mais parce que plus de 100 000 personnes qui se trouvaient à proximité des sites ont demandé l'assistance médicale des établissements de santé publique après le dépôt des déchets, le rapport (entre autres recommandations) a recommandé “la mise en place d’un programme de

surveillance de santé publique pour comprendre et traiter les effets possibles à long terme de l'exposition aux déchets toxiques sur la santé en 2006". Amnesty International a fait écho de la nécessité d'une surveillance de la santé, ajoutant qu'elle "appelle également le gouvernement néerlandais à financer ces travaux parce que, six semaines avant le dépôt des déchets à Abidjan, les autorités néerlandaises ont permis à Trafigura d'exporter les déchets d'Amsterdam en sachant qu'ils étaient dangereux et nécessitaient un traitement spécifique." Les archives médicales résultant de la surveillance devraient être utilisées pour informer le traitement et la rémunération, et non simplement pour "comprendre." [https://www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/un-environment-releases-independent-audit-sites-affected-toxic-waste;](https://www.unenvironment.org/news-and-stories/press-release/un-environment-releases-independent-audit-sites-affected-toxic-waste)
<https://www.amnesty.org/en/latest/news/2018/01/Cote-dIvoire-Communities-at-centre-of-toxic-waste-dump-need-answers/>

Croatie/Serbie. La visite à Zagreb par le président serbe Aleksandar Vucic a été très suivie par les médias. Les familles des personnes disparues dans les années 1990 lors des guerres balkaniques espéraient qu'il apporterait des informations sur les lieux des charniers de guerre. Vucic a donné au Président de la Croatie "une douzaine de paquets d'archives sur des Serbes disparus de la municipalité croate de Dvar", a rapporté *BIRN*; toutefois, après la visite, la Commission croate pour les personnes emprisonnées et disparues, qui fait partie du ministère des anciens combattants, a déclaré: "les informations transmises par Vucic se sont avérées être sur les personnes qui ont déjà été trouvées." [http://www.balkaninsight.com/en/article/missing-persons-families-seek-answers-as-vucic-visits-croatia-02-09-2018?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=81737ef750-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-81737ef750-319755321;](http://www.balkaninsight.com/en/article/missing-persons-families-seek-answers-as-vucic-visits-croatia-02-09-2018?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=81737ef750-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-81737ef750-319755321)
http://www.balkaninsight.com/en/article/vucic-brings-missing-serbs-documents-to-croatia-s-grabar-kitarovic-02-12-2018?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=75eeec7b42-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-75eeec7b42-319755321;
http://www.balkaninsight.com/en/article/serbian-institutions-not-cooperating-on-croatia-s-missing-persons-issue-02-26-2018?utm_source=Balkan+Transitional+Justice+Daily+Newsletter+-+NEW&utm_campaign=ceb358e239-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_a1d9e93e97-ceb358e239-319755321

République tchèque/Royaume-Uni. Un ancien espion du STB (la police secrète tchécoslovaque de l'ère communiste) a affirmé que Jeremy Corbyn, le chef du parti travailliste du Royaume-Uni, était un informateur rémunéré par la police. Toutefois, l' *Independent* a rapporté que "Svetlana Ptacnikova, directrice des Archives des forces de sécurité tchèques qui comprend les archives du STB, a déclaré: "Mr. Corbyn n'a pas été enregistré [par le STB] en tant que collaborateur, et cette allégation ne provient pas des documents d'archives." L' *Independent* a déclaré qu'un "deuxième dossier sur Mr. Corbyn serait détenu dans les Archives de l'ancienne police secrète de l'Allemagne de l'est, la Stasi, et ne peut être divulgué qu'avec la permission du chef du parti travailliste." <http://www.independent.co.uk/news/uk/politics/was-jeremy-corbyn-czech-informer-cold-war-truth-fact-evidence-jan-sarkocy-a8218461.html>

France/Espagne. Comme promis en mars 2017, la France a donné l'Espagne "des milliers de documents" relatifs au groupe militant basque ETA, a rapporté *L'Expression*. http://www.lexpressiondz.com/linformation_en_continue/285890-la-france-remet-les-archives-de-l%26%23039%3Beta-%C3%A0-l%E2%80%99espagne.html.

Israël/Palestine. Une vidéo de caméra de sécurité a montré les troupes israéliennes donnant des "coups de pied et frappant" un homme palestinien, et finalement le tuer "lors d'un raid avant l'aube dans la ville de Jéricho" en

Cisjordanie,” a rapporté *Associated Press*. Reconnaisant la preuve vidéo, l'armée israélienne a déclaré: “l'incident est en cours d'enquête. ”

<http://nationalpost.com/pmn/news-pmn/palestinian-killed-in-israeli-army-arrest-raid-in-west-bank>

Guerre du Moyen-Orient. Selon le rapport annuel 2017 de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan et du Bureau des droits de l'homme des Nations Unies, plus de 10 000 civils afghans ont perdu la vie ou subi des blessures en 2017. Il s'agit d'une diminution de 9% par rapport à 2016, mais “le bilan souligne le nombre élevé de victimes causées par des attentats-suicides et d'autres attentats à l'aide d'engins explosifs improvisés.”

<https://unama.unmissions.org/afghanistan-10000-civilian-casualties-2017-un-report-suicide-attacks-and-ieds-caused-high-number>

La tâche de ramasser des corps et de les enterrer à Mossoul, en Irak, est désagréable et contestée. Le général irakien qui dirige la défense civile de Mossoul, qui est responsable de la collecte des corps civils et de la délivrance des certificats de décès, a déclaré qu'il a recueilli 2 585 corps civils à la mi-janvier, a rapporté Reuters. Beaucoup sont encore non identifiés et les équipes de défense ont cessé de fonctionner; le général a déclaré: “Pourquoi devrions-nous donner aux terroristes un enterrement approprié? ” Le gouvernement municipal “a dû mettre en place sa propre équipe spécialisée pour les demandes de terrain déposées par les résidents de la ville pour trouver plus de 9000 personnes disparues”, et travaille sur “un arriéré de 300 corps.”

<https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-mosul-bodies-insight/battle-over-bodies-rages-quietly-in-iraqs-mosul-long-after-islamic-state-defeat-idUSKBN1FP129>

“Les familles des membres présumés de l'État islamique paient un prix très lourd”, a rapporté le *Los Angeles Times*. Beaucoup ont peur de quitter les camps où elles vivent, et les “autorités de sécurité” locales imposent des exigences en retour: “les familles doivent obtenir une habilitation de sécurité. Ils peuvent avoir besoin de trouver un commanditaire pour prendre des responsabilités si elles enfreignent la loi. Elles peuvent aussi avoir à fournir la preuve que la localité où elles ont l'intention d'aller est disposé à les accepter.” Dans un cas, la police a confisqué les documents d'identité des personnes considérées comme étant des parents “afin qu'ils ne quittent pas” le camp. Dans un autre cas, la maison de la famille a été détruite lors d'une attaque aérienne et leurs cartes d'identité ont été détruites; la ville a déclaré qu'elle ne fournirait pas de documents de remplacement “aux familles de l'État islamique;” sans ces documents, la mère “ne pouvait pas persuader un hôpital local de remettre les corps des membres de sa famille décédés.”

<http://www.latimes.com/world/middleeast/la-fg-islamic-state-families-20180226-story.html#nws=mcnewsletter>

Lors de la Conférence sur la terre arabe à Dubaï, un représentant du Conseil norvégien pour les réfugiés a prédit que les Syriens “sont susceptibles de déposer plus de 2 millions de poursuites en vue de restitution pour les biens perdus et endommagés”, a déclaré la Fondation Thomson Reuters. “La guerre a détruit de nombreux registres fonciers syriens, tandis qu'une grande partie des personnes déplacées ont perdu leurs documents de propriété ou leur manquait en premier lieu ... La Syrie avait commencé à numériser des documents fonciers juste avant le début du conflit, laissant un énorme fossé dans la documentation et compliquant les efforts visant à expulser les locataires illégaux des propriétés.”

<http://www.thisisplace.org/i/?id=2dcc8941-1462-4805-8e35-54f41658d52b>

Dans un procès intenté par l'American Civil Liberties Union au nom d'un citoyen américain détenu par l'armée américaine en tant que partisan de l'État islamique, le gouvernement américain a dit à la Cour que la saisie des archives relatives au recrutement de ISIS fournissait des preuves. Les données d'un lecteur saisi, a déclaré le gouvernement, “se compose de biographies de combattants étrangers, y compris un formulaire qui indique le pétitionnaire enregistré comme un combattant d'Isil en juillet 2014.” Voir la page 192 de l'appendice au mémoire du gouvernement. <https://www.aclu.org/legal-document/does-v-mattis-appendix-government-opening-brief-transfer>

Nigéria/Royaume-Uni. “La Cour d'appel de Londres a décidé mercredi que deux communautés nigérianes ne peuvent pas poursuivre la Royal Dutch Shell devant les tribunaux anglais sur les marées noires dans la région du delta du Nigeria”, a déclaré Reuters. Pour le contexte, voir *HRWG News*, 2017-01. <https://www.reuters.com/article/us-shell-nigeria-court/appeal-court-rules-nigerians-cannot-pursue-shell-spill-claim-in-england-idUSKCN1FY1V0>

Nouvelles nationales.

Cambodge. Sam Rainy, un dirigeant en exil de l'opposition cambodgienne qui vit maintenant en France, a intenté une action en justice devant une Cour fédérale américaine en Californie, en cherchant “des informations en possession de Facebook concernant [le premier ministre cambodgien] l'abus de l'utilisation des médias sociaux par Hun Sen pour tromper l'électorat cambodgien et commettre des violations des droits de l'homme”, a déclaré le « Global Committee for the Rule of Law». “La pétition demande la divulgation des dossiers de Facebook concernant les abus de Hun Sen et de ses alliés sur le site, y compris les dépenses par Hun de l'argent l'état pour la publicité sur le réseau. Le classement souligne le rôle que joue Facebook dans des pays comme le Cambodge, où les médias traditionnels et l'accès à l'information ont été réprimés.” <http://globalcommitteefortheruleoflaw.org/sam-rainsys-legal-action-u-s-misuse-facebook-hun-sen/>

Cuba. L'activiste Lia Villares a été arrêtée et détenue pendant 30 heures; la police a confisqué tous ses travaux et ses données personnelles, y compris ses ordinateurs et ses disques durs. Après sa remise en liberté, elle a écrit un essai, en disant que c'est “la scène la plus nauséabonde de ta vie: ta vie privée, tes souvenirs, tous les souvenirs que tu as stockés au fil des ans dans les petits fichiers numériques, des dossiers, toute ta vie dans les mains de voyous formés pour détruire toute ces années de travail.” <http://cubanews.cubaverdad.net/2018/02/imagine-your-worst-nightmare-lia-villares/>

Inde. Un rapport de ONG WeSpeakOut, fondé sur une enquête menée dans quatre États indiens avec une forte concentration de communautés de Bohra, a révélé que trois filles sur quatre sont obligées de subir des mutilations génitales pendant leur pré-adolescence. (La communauté des Bohras pratique un culte chiite de l'Islam.) L'étude comprenait des témoignages de survivants et de circoncises traditionnelles. Le membre du Congrès qui a publié l'étude a déclaré que les conclusions ont fait de la position du gouvernement selon laquelle il n'y avait aucune preuve de pratique “intenable”, a déclaré *Press*

Trust of India. Pour le contexte, voir *HRWG News* 2017-12. http://www.ptinews.com/news/9467355_Study-shows-FGM-widely-practised-among-Bohras--evokes.html Pour l'étude, voir <http://wespeakout.org/posts/wespeakout-commissioned-fgm-c-khatna-study-releases-results/>

Iran. Se référant à la documentation publiée sur le nouveau site web des Archives de la persécution Bahai en Iran, 25 experts juridiques internationaux ont écrit au responsable du Haut Conseil de l'Iran pour les droits de l'homme, en disant: "cette collection d'archives démontre avec éclat la profondeur et ampleur de l'oppression injuste, implacable et systématique contre une minorité religieuse. Elle fournit également des preuves sous la forme de documents contemporains de cette persécution qui contraste fortement avec les déclarations de déni faites au fil des ans par les autorités iraniennes." <https://www.iranhumanrights.org/2018/02/25-legal-experts-urge-iranian-official-to-address-public-archive-of-abuses-against-bahais/>

Pologne. Le Président a signé la nouvelle "Loi sur l'Holocauste" le 6 février, ce qui en fait une infraction criminelle d'affirmer que les Polonais étaient complices de l'Holocauste. Il est probable que cela changera considérablement la recherche dans les archives relatives à la seconde guerre mondiale qui en sera faite par les érudits polonais. https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2018/02/01/polands-senate-passes-holocaust-complicity-bill-despite-concerns-from-u-s-israel/?utm_term=.dc23108971c8

Pour une déclaration par 44 organisations universitaires aux États-Unis, condamnant la législation, voir <https://www.historians.org/news-and-advocacy/statements-and-resolutions-of-support-and-protest/aha-condemns-polish-law-criminalizing-public-discussion-of-polish-complicity-in-nazi-war-crimes>

Roumanie. L'Institut pour l'investigation des crimes communistes a publié le résultat de son enquête sur trois anciens orphelinats. *TRT World* a commenté, "quand les enquêteurs ont étudié les archives d'orphelinat avec des spécialistes médico-légaux, ils ont été choqués par les résultats." Les chercheurs de l'Institut ont enregistré les meurtres de 771 enfants et estimé que jusqu'à 10 000 enfants seraient morts de malnutrition au cours des années où Nicolae Ceaușescu était au pouvoir (1965-1989). <https://www.trtworld.com/europe/romania-investigates-crimes-of-ceausescu-s-orphanages-15063>

États-Unis. L'inspecteur général du département de l'énergie a rapporté que le laboratoire national de Los Alamos, qui produit des armes nucléaires, avait "des problèmes, de longue date, dans la tenue des records du laboratoire" relatifs au programme de prévention des maladies chroniques au béryllium. "Le laboratoire n'a pas gardé un inventaire correct de la quantité de béryllium sur place et ne pouvait pas assurer que les zones contaminées étaient sûres avant de permettre de continuer le travail." Le béryllium est utilisé pour produire de nombreux articles "du téléphone portable aux armes nucléaires", mais est toxique, même dans de petites quantités de poussière fine, s'installant dans les poumons où il peut conduire à des maladies pulmonaires et le cancer, a rapporté le *The Santa Fe New Mexican*. https://www.propublica.org/article/federal-watchdog-identifies-new-workplace-safety-problems-at-los-alamos-lab?utm_source=STAT+Newsletters&utm_campaign=dc2914cc7d-MR&utm_medium=email&utm_term=0_8cab1d7961-dc2914cc7d-149736437

Conférences.

New Philanthropy Capital, une ONG anglaise, tient une table ronde le 22 mars sur le sujet, "Est-ce que le secteur de la charité devrait élaborer une Charte qui

énonce la façon dont les données personnelles devraient être utilisés pour le bien social?" Voir www.thinkNPC.org

L'Association des archivistes français organise, le 30 mars 2018, une journée d'études sur "Open data et règlement général européen sur la protection des données à caractère personnel : où en sommes-nous ?" S'inscrire: <https://www.weezevent.com/ag2018-odrgdp>

La 15e Conférence d'image et de recherche aura lieu du 21 au 24 novembre 2018 à Gérone, Catalogne. Le thème en est "Archivage audiovisuel au-delà des frontières.

Voir : http://www.girona.cat/sgdap/cat/jornades_properes-ENG.php

Merci de partager avec nous ! trudy@trudypeterson.com

Le Groupe de travail sur les droits de l'homme remercie le magazine italien d'archives *Il Mondo degli Archivi* pour la distribution de *HRWG News*. Pour vous abonner aux *News*, entrez les informations requises sur le formulaire que vous trouverez ici: <https://anai.us13.list-manage.com/subscribe?u=5942a8a83f3023c6a5a63139e&id=324882c3f7>